

Procès-verbal du Comité syndical – socle commun
Séance du 2 décembre 2024

Le deux décembre deux mille vingt-quatre, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-six novembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni au siège du Syndicat 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 109

Nombre de délégués présents ou représentés : 62 (dont 27 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (26) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Christophe Bernier (Gennevilliers), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Vincent Soulage (Nanterre), Pierrick Amella (Pantin) Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Luc Alonso (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (GPGE), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alain Mathioudakis (GPSO), Bernard Roche (GPSO)

Suppléants avec voix délibératives (9) :

Emmanuel Serot (Alfortville), Jean-Jacques Le roux (Clamart), Jacques Paris (Ile-Saint-Denis) Catarina Monteiro (Le Bourget), Thibault Siméoni (Maison-Alfort), Paul Manon (Saint-Ouen), Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-buisson), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléant sans voix délibérative (1) :

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine)

Excusés ayant donné pouvoir (27) :

Sonia Airouche (Bobigny) à Léopold Michallet, Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes) à Julie Lefebvre, Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine) à Thibault Siméoni, Samuel Besnard (Cachan) à Sylvie Simon-Deck, Yann Viguié (Champigny-sur-Marne) à Bruno Tudor, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Jean-Jacques Le roux, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Marie-Hélène Magne, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Catarina Monteiro, Nadine Herrati (Gentilly) à Christophe Bernier, Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine) à Marc Brunet, Laura Manach (Joinville-le-Pont) à Mohamed Houcini, Mehdi Hafsi (La Courneuve) à Laurent Taupin, Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) à Sophie Deschiens, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Pierrick Amella, Christophe Paquis (Les Lillas) à Edith Félix, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) à Jean-Marie Ballet, Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec) à Vincent Soulage, François Vauglin (Paris) à Sylvain Raifaud, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Capucine Du Sartel, Christophe Piercy (Saint-Denis) à Paul Manon, Sébastien Curlier-Andrade (Thiais) à Patrick Leroy, Henri Carratala (GPGE) à Patricia Vavassori, David Daoulas (GPSO) à Alain Mathioudakis, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Patrick Ollier (MGP) à Frédéric Sitbon, Christophe Najdovski (MGP) à Patrice Pattée

Total des voix : **2 579,88 voix**

Excusés :

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Andy Kangoud (Châtillon), Françoise Carteau (Gentilly), Marie-Line Clarin (Le Bourget), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Marie-France Parrain (Maison-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Nicolas Tryzna (Thiais), Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne) Mickaël Rigault (GPGE), Pascale Flamant (GPSO), Louise Bompaire (GPSO).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique, Sédik Chekir, Responsable service finances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib'**) de la séance du 15 octobre 2024
2. Délibérations :
 - Modification des statuts du Syndicat
 - Adhésion de la Ville de Rungis à l'option Velib'
 - Adhésion de la Ville d'Orly au socle commun du Syndicat Mixte ; Transfert de la compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib'
 - Création d'emplois non permanents d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité
 - Recours au bénévolat
 - Décision modificative n°1 du Budget annexe Velib' 2024
 - Décision modificative n°2 du Budget principal 2024
 - Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence
3. Divers :
 - Point sur la qualité du service de Velib' Métropole
 - Point sur l'organisation des services métropolitains de mobilités partagées

Le Président propose de désigner Monsieur Frédéric Sitbon secrétaire de séance.

Pour : 2 579,88 voix

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du 15 octobre 2024

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité Syndical Autolib' et Velib' Métropole du 15 octobre 2024.

Pour : 2 579,88 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical du 15 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

2024 28 – Modification des statuts du Syndicat

Le Président rappelle aux membres que pour permettre au réseau Velib' de s'étendre très largement au-delà de Paris, Velib' a été confié au Syndicat par la Ville de Paris en 2017. Il rappelle également que la modification des statuts est une recommandation faite par la Chambre Régionale des Comptes. Il ajoute que le rapport de la CRC leur avait été communiqué lors du comité Syndical du 2 octobre 2020.

Il précise que préalablement à la modification statutaire, Yannick Cabaret va leur présenter le 2nd point divers inscrit à l'ordre du jour relatif à l'organisation des services de mobilités partagées sur le territoire métropolitain et les perspectives pour le Syndicat.

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique que l'analyse conduite par le Syndicat depuis plusieurs mois, relative à l'organisation des services de mobilités partagées sur le territoire métropolitain a été réalisée à la demande de certains membres à la suite des différentes discussions lors des petits déjeuners précédant les comités syndicaux.

Il commente ensuite les différentes diapositives diffusées sur écran en expliquant que les mobilités partagées sur le territoire métropolitain sont organisées par chaque commune ou intercommunalité compétente en matière de voirie, sans coordination au niveau métropolitain.

Il ajoute que les différents services de mobilités, regroupés sous le terme Services Métropolitains de Mobilités Partagés (SMMP), concernent principalement :

- le vélo en libre-service ou en *free-floating*,
- les scooters en *free-floating*,
- les services de voitures en autopartage (*free-floating* ou boucle).

Il présente ensuite la synthèse des différentes offres actuelles ainsi que les opérateurs de mobilités partagées sur le territoire métropolitain.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) informe que Mobilize du groupe Renault a proposé à la ville une expérimentation de l'autopartage en libre-service.

Yannick Cabaret indique que la multiplicité des acteurs et leur mode de fonctionnement différent peuvent nuire à la compréhension de l'utilisateur et l'amener à renoncer à utiliser les services. Il prend comme exemple l'autopartage pour lequel de nombreux opérateurs sont présents et proposent des conditions de location différentes.

Il ajoute que le bon dimensionnement de la flotte mise à disposition, tous opérateurs confondus, est un facteur primordial dans la réussite économique et la pérennisation des SMMP. Il précise également que de nombreux opérateurs ne parviennent pas à atteindre leur seuil de rentabilité et sont amenés à disparaître ou à se transformer, et cite, en 2024, Cityscoot racheté par Cooltra, Zity retiré, et la fusion de Tier et Dott.

C'est pourquoi, dit-il, l'harmonisation des règles imposées aux opérateurs à l'échelle métropolitaine permettrait d'éviter les conflits de réglementation et d'anticiper les problèmes liés au rythme de renouvellement des titres d'occupation.

Pour les collectivités concernées, il précise que l'absence de coordination génère :

- du temps passé (donc des ETP) pour le traitement de ces demandes, dans un contexte financier de plus en plus contraint ;
- la formation régulière des agents concernés alors même que la réglementation relative aux mobilités est très évolutive ;
- une perte d'efficacité des services déployés qui nuit à la lisibilité des politiques municipales sur ces sujets.

Ainsi, dit-il, l'absence de coordination au niveau métropolitain génère des déséconomies d'échelle.

Il indique que la mise en place de services de mobilités partagées permet la diminution des émissions de carbone, l'optimisation du parc de véhicules ainsi que le gain de place sur l'espace public (voirie et stationnement).

Développer les mobilités partagées, c'est aussi répondre aux exigences de la ZFE métropolitaine dont l'objectif est d'arriver à 100 % de véhicules propres en 2030.

Il explique que pour améliorer le fonctionnement des SMMP, il faut élargir leur périmètre d'action pour se rapprocher de la réalité des flux de déplacement des usagers et, en parallèle, leur fonctionnement doit être davantage régulé pour éviter que leur déploiement ne s'accompagne d'externalités négatives.

C'est pourquoi, dit-il, un pilotage stratégique à l'échelle métropolitaine serait utile pour :

- Identifier les besoins des usagers,
- Déterminer les périmètres pertinents de déploiement des SMMP,
- Définir les caractéristiques souhaitées des SMMP,
- Contrôler et réguler ces services en cours de fonctionnement.

Il précise également que la mise en place d'un pilotage stratégique des SMMP à l'échelle métropolitaine doit s'accompagner d'une coordination opérationnelle de l'ensemble des gestionnaires de l'espace public et que le contrôle de ces services, peu présent, doit être renforcé.

Il indique que le Syndicat, dans le cadre des petits-déjeuners précédant les comités syndicaux, a interrogé les communes membres sur leurs projets de développement des mobilités partagées. Sur les 41 d'entre elles qui ont répondu à ce sondage, dit-il, près des trois quarts souhaitent développer les mobilités partagées sur leur territoire et se faire accompagner par le Syndicat.

Il ajoute que le Syndicat, qui associe l'ensemble des acteurs identifiés de la MGP aux communes en passant par les EPT, sera en capacité à compter de décembre 2024 de mettre en œuvre cette stratégie et il détaille le calendrier prévisionnel établi pour les SMMP en *free-floating*.

Concernant l'autopartage, il indique que des échanges sont également en cours avec la Ville de Paris et la MGP à propos du développement d'un service public d'autopartage. Des échanges avec IDFM, qui réalise actuellement un diagnostic des besoins à l'échelle francilienne, sont également prévus. Un tel service accompagnerait la mise en œuvre de la ZFE dans la zone dense. Son pilotage serait nécessairement métropolitain.

Il est proposé de poursuivre les échanges avec les différents acteurs et d'élaborer un cahier des charges pour ce futur service au cours du 1^{er} semestre 2025 et à l'issue, d'en déterminer les modalités juridiques. Il termine en indiquant que le Syndicat souhaite porter le volet opérationnel du service.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) estime que tout cela est précipité alors que c'est un sujet important, à la fois pour le Syndicat, les collectivités et les intercommunalités. Selon lui, la présentation qui vient d'être faite est biaisée et aboutit à une conclusion qu'il ne souhaite pas considérer telle quelle.

Une grande Métropole prête à tout faire, dit-il, mais ce n'est qu'un ovni administratif. Il indique que la situation a été évoquée en prenant en compte uniquement les communes et la Métropole, sans les intercommunalités et les territoires. Il ne comprend pas pourquoi ce serait la Métropole qui devrait coordonner. Il voit dans ce projet une volonté d'expansion des compétences de la Métropole et de caporalisation des collectivités. Il souhaite savoir si la question a été abordée au conseil de la Métropole qui réunit les communes membres. Il souligne qu'il n'y a pas eu d'échange avec IDF Mobilité sur ce sujet ni avec la Région qui est l'autorité organisatrice des Mobilités. C'est pour cela qu'il trouve qu'il y a eu une précipitation et une forme d'usurpation de compétences ainsi qu'une volonté de réguler et coordonner les communes et les territoires qui ne correspond à aucune demande réelle.

Il ne pense pas que le tiers des communes membres du Syndicat qui seraient intéressées par l'assistance technique de ce dernier aient demandé une régulation métropolitaine. Il est choqué du procédé qui consiste à passer d'un Syndicat intercommunal chargé d'organiser la mise à disposition de vélos à une agence métropolitaine.

Selon lui, c'est un Syndicat de collectivités qui est là pour répondre aux demandes des collectivités et non pas aux demandes de la Métropole ou de la ville de Paris d'étendre leur empire et leur emprise sur de nouvelles activités.

Il estime que c'est un problème de démocratie territoriale qui ne peut pas se régler d'une semaine à l'autre sous prétexte d'un évènement. Il demande le report de ce sujet au prochain comité Syndical.

Le Président répond qu'il a parfaitement entendu le point de vue de M. Galey. Il précise qu'à cette étape, il est important d'avoir la perspective et c'est ce qui a été présenté. La structure, dit-il, restera un syndicat, la modification des statuts qui est proposée ne va pas aussi loin que ce que M. Galey prétend.

Il s'agit simplement de se mettre dans la perspective de pouvoir faire ces activités dans un modèle économique équilibré. Il informe les membres que lors de la réunion du Bureau, M. Galey a souhaité que le texte présenté soit amendé pour renforcer cette dimension. Il ajoute qu'il n'a jamais été question de financer une activité au bénéfice de quelques communes en s'appuyant sur les ressources du Syndicat qui n'a pas de fiscalité propre et dépend de la volonté des communes.

C'est la raison, dit-il, pour laquelle la proposition faite est pertinente car ce n'est pas la prise du pouvoir de la Métropole du Grand Paris dans le Syndicat. Cela reste une activité à l'initiative et à la demande des communes et c'est ce qui est ressorti de l'enquête. Évidemment, comme tous les syndicats à la carte, c'est à la demande de chacune des communes, au regard d'une offre de service avec des modalités juridiques et financières précises que les choses pourront se mettre en place. Il termine en indiquant que la présentation a été faite pour donner la perspective et qu'ensuite la révision statutaire sera abordée.

Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) demande si le Président a un contact avec Paris-Saclay, qui a des projets similaires qui avancent bien.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond qu'il a effectivement demandé des contacts la semaine dernière auprès du Directeur général.

Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) indique qu'il ne connaissait pas le terme « déséconomie d'échelle » qui ne lui semble pas approprié car c'est une accumulation de coûts et non une déséconomie d'échelle.

Léopold Michallet (Colombes) salue l'initiative du Syndicat car aujourd'hui, dit-il, la ville de Colombes est dans la démarche de trouver un acteur. Grâce à la carte diffusée sur écran, il constate qu'il y a beaucoup d'opérateurs différents. Plusieurs notes lui ont été soumises, et il indique qu'il est compliqué de faire le bon choix pour savoir ce qui serait le mieux pour l'intérêt commun. Il fait savoir que le choix se portait sur Getaround mais sans grande certitude. Il trouve qu'il est important qu'il y ait des cadrages fournis par le Syndicat. Enfin, il souhaiterait savoir, dans le cas où cette perspective serait adoptée, quand est-ce que ce serait opérationnel.

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond que le Syndicat a été saisi d'une volonté de certaines collectivités de transmettre les appels à manifestation d'intérêt (AMI) qui existent déjà. C'est, dit-il, notamment le cas de la ville de Paris s'agissant des vélos, scooters et de l'autopartage. Dès que les statuts seront modifiés, le Syndicat sera beaucoup plus légitime pour aller vers les opérateurs afin d'engager des discussions avec eux ainsi qu'avec les communes qui seraient intéressées. Dans un premier temps, début janvier 2025, le Syndicat consultera l'ensemble des communes et les EPT le cas échéant s'ils sont compétents en matière de voirie pour identifier les volontés de développement. Ensuite les opérateurs seront contactés pour définir une stratégie puis mettre en place les outils de sélection. Les premiers AMI pourraient entrer en vigueur probablement mi-2025.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) estime que sur le principe, tout le monde se pose la question de la mise en place de l'autopartage dans les communes. Cependant, elle s'interroge sur la rapidité de la mise en place et partage certaines questions pratiques évoquées par Monsieur Bertrand-Pierre Galey précédemment. Elle s'interroge sur la mise en place d'un tel service via le Syndicat sachant qu'au niveau des vélos, le taux de satisfaction du service est très faible.

Elle souhaite avant de s'embarquer dès le premier semestre 2025 sur un service piloté, contrôlé et régulé par le Syndicat, un report de cette décision même si elle n'est pas fondamentalement contre le principe.

Pierric Amella (Pantin) remercie le Syndicat pour ce travail car, dit-il, on peut constater que l'est et le sud-est Parisien sont dépourvus de service d'autopartage probablement pour des questions de moyens en termes uniquement d'ingénierie. Il estime que c'est un besoin de pouvoir partager les bonnes pratiques, de fixer un cadre commun afin d'éviter de se faire piéger par la jungle des opérateurs qui imposent leurs règles. Il indique que selon des études, c'est le seul moyen qui permettrait de démotoriser les gens. Un véhicule en autopartage, dit-il, permet de supprimer 10 véhicules en circulation et en possession individuelle. C'est un réel progrès pour accompagner la Zone à Faible Émission, qui est imposée par les textes de loi Climat et Résilience. Elle s'impose au Syndicat et il estime qu'il y a un devoir collectif de faire en sorte d'accompagner et de mettre en place ces alternatives. Cette question de l'autopartage, c'est une alternative et il souscrit très fortement à cette proposition. Sur la question des vélos en libre-service, à titre personnel, il n'y est pas favorable sur le territoire de Pantin mais il comprend parfaitement que d'autres puissent avoir envie de partager ces ressources. Il salue et remercie le Syndicat pour ce travail, qui selon lui, peut aboutir avant la fin des mandats de 2026 à une vraie amélioration des mobilités partagées en lien avec la ZFE.

Patrice Pattée (Sceaux) estime qu'il n'y a pas de précipitation sur ce sujet. Lorsqu'Autolib' s'est éteint, dit-il, il y a eu un grand vide parce que le public avait pris l'habitude d'utiliser cette mobilité partagée avec des véhicules mis à disposition par la SA Autolib'. Un certain nombre de membres présents au comité ont essayé de faire renaître de leurs cendres des services d'autopartage car le service Autolib' avait fait la preuve qu'il correspondait à un besoin. Un certain nombre de villes ont accueilli certains opérateurs de voitures partagées. Il ajoute que les opérateurs vont là où il y a de l'argent à gagner, n'étant pas un service public. Patrice Pattée pense qu'il serait important qu'il y ait une entité pour avoir plus de visibilité sur ces services d'autopartage et permettre aux usagers de l'intégrer dans la palette d'offres de mobilités. Alors, dit-il, pourquoi pas le Syndicat, qui est né avec le service Autolib'. Multiplier l'offre de vélos partagés sur le territoire ne pourra que contribuer au développement de la pratique du vélo. Il termine en disant qu'il n'y a pas de précipitation mais quelque chose qui aurait dû être fait depuis bien longtemps.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) partage l'avis de Patrice Pattée et il remercie le Syndicat pour cette avancée. À Asnières-sur-Seine, dit-il, Autolib' a laissé un grand vide avec les stations Autolib' qui ne servaient plus à rien et qu'on ne pouvait pas toucher puisque le matériel appartient à la SA Autolib'. Il précise qu'en plus d'être vice-président du SAVM, il l'est aussi du SIPPAREC. Il informe les membres que lorsque le SIPPAREC a envoyé une lettre à toutes les villes et communes leur disant qu'il pouvait les aider avec les bornes bleues pour les changer en station de recharge, les asniérois ont demandé où étaient les voitures, prouvant leur nécessité. Le problème d'Autolib' était que c'était un service en boucle ouverte et non fermée. Il ajoute qu'il y a deux ans, il a lancé une expérimentation avec le Président du SIPPAREC, pour voir s'il était possible de mettre un véhicule par station, ainsi les voitures électriques pourraient se recharger. L'expérimentation a bien fonctionné pour la ville d'Asnières et d'Arcueil. Maintenant que les JOP sont terminés, dit-il, il est temps de passer aux sujets d'autopartage et autres mobilités.

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) trouve intéressant le changement de statut car Autolib' et Velib' étaient les pionniers et maintenant avec la multiplication de l'offre, il faut répondre à cette multiplication. Il serait intéressant selon lui de pouvoir discuter avec IDF Mobilité et les autres opérateurs qui ont obtenu des DSP, afin d'avoir une application qui permettrait à tous les usagers de pouvoir choisir. Le défi qui se présente c'est d'être en mesure de pouvoir parler avec ces grands opérateurs pour proposer quelque chose de totalement intégré pour l'utilisateur.

Le Président ajoute que c'est important de voir qu'il y a un besoin, des attentes concernant en particulier l'autopartage. La présentation a permis de tracer la perspective mais il faut revenir à la modification statutaire inscrite à l'ordre du jour.

Il dit rejoindre Madame Marie-Hélène Magne ainsi que Monsieur Bertrand-Pierre Galey sur le fait qu'il n'y a pas à se précipiter pour l'ajout de nouvelles activités puisqu'il faudra d'abord se concerter avec toutes les autorités compétentes en commençant par les communes, les territoires et les autorités organisatrice des transports en Ile-de-France. Aucune activité nouvelle, dit-il, ne sera lancée sans avoir une expression de besoin très clair, un plan de financement et une concertation très large avec l'ensemble des personnes compétentes.

Yannick Cabaret (Directeur Général) explique que les modifications des statuts proposées visent à mettre en œuvre les évolutions stratégiques du Syndicat qui viennent d'être présentées.

En premier lieu, il s'agit d'en préciser les compétences afin d'intégrer clairement l'accompagnement des collectivités adhérentes en matière de mobilités partagées.

Par ailleurs, le deuxième point important, est de fixer à 2 le nombre de pouvoirs que peut détenir un délégué afin d'éviter le défaut de quorum lors des comités syndicaux.

Enfin, dit-il, le troisième point concerne l'évolution de la dénomination du syndicat, afin de le détacher de ses seules missions historiques. Cette nouvelle dénomination, qui remplacera l'appellation « SAVM », devra incarner l'expertise du Syndicat en matière de mobilités partagées. Il est proposé de la construire avec l'ensemble des composantes du Syndicat (élus et agents).

Des groupes de réflexion seront constitués début janvier afin de définir les caractéristiques de ce nouveau nom et de le construire avec l'agence en charge de ce projet. Le nouveau nom du SAVM devrait pouvoir être arrêté début avril.

En attendant ce nouveau nom, il est proposé d'acter cette évolution en remplaçant la dénomination actuelle de « syndicat Autolib' Velib' Métropole » par « Agence métropolitaine des mobilités partagées ».

C'est un nom qui se veut le plus descriptif possible, une succession des principaux points qui constituent le Syndicat. Agence pour faire référence à un outil administratif qui est proche de l'ensemble des communes qui le compose, qui est à leur service puisqu'une agence c'est une institution qui est sur le terrain et qui a une dimension d'experte pour proposer des services à ses parties prenantes ; Métropolitaine car le territoire a une vocation métropolitaine, qu'il soit contenu au seul périmètre administratif de la MGP ou plus ou moins, c'est la zone dense de la région Île-de-France; et Mobilités Partagées parce que c'est le terrain d'action.

Le Président donne la parole à Malik Salemkour.

Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, explique que les modifications des statuts proposées comprennent trois ajustements principaux relatifs au nom du Syndicat, aux compétences de celui-ci en termes d'accompagnement des collectivités adhérentes en matière de mobilités partagées et au nombre de pouvoirs dont un délégué au comité syndical peut être porteur.

S'y ajoutent des corrections ponctuelles de mise à jour comme détaillées dans le tableau comparatif présenté à l'appui.

Il s'agit ainsi de modifier notamment :

- La dénomination du Syndicat (article 1) en « Agence métropolitaine des mobilités partagées », afin d'affirmer sa place et son expertise en matière de mobilités partagées au-delà de ses missions historiques ;
- Son objet (article 2) en réorganisant et en renforçant les attributions du socle commun en matière d'études et de coopération en prévision des évolutions statutaires qui interviendront avec la disparition de la compétence Autolib' au terme du contentieux en cours avec l'ancien délégataire ;
- Le financement (articles 8-3 et 14) et la détermination du nombre de voix (article 9-2-C) de la compétence optionnelle Velib' pour les collectivités adhérentes en précisant à l'expérience la référence aux stations concernées qui sont celles « installées ou en cours de repose », rappelant la délibération 2024 06 de réduction de la contribution annuelle Velib' en cas de station déposée sur une année civile complète ;
- Le nombre de pouvoirs dont un délégué au comité syndical peut être porteur (article 9-4) afin de prévenir les difficultés de quorum.

Il commente ensuite les diapositives diffusées sur écran relatives aux propositions de modifications statutaires, en les comparant avec les anciens statuts de novembre 2023.

Le Président donne la parole aux membres.

Christophe Bernier (Gennevilliers) indique qu'il a intégré le Syndicat en 2014 et qu'Autolib' était déjà en place. En 10 ans, il y a eu Autolib', Uber, Bolt, les épisodes des vélos jaunes et des vélos verts qui encombrant encore parfois les CTM. Il y a eu quelque chose qui n'a jamais été réellement organisé. Il rappelle aux membres qu'il y a eu plusieurs fois des échanges sur le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, avec IDF Mobilité sur qui devait faire quoi et sur une distinction assez forte entre ce qui relevait du transport en commun et ce qui relevait de la mobilité partagée. Aujourd'hui, dit-il, sur les mobilités partagées, il n'y a pas d'autorité organisatrice ou au moins quelque chose qui soit de la réflexion de l'ensemble des communes. Il n'est pas d'accord avec ce qui a été dit sur la question de la Métropole, l'outil métropolitain en tant qu'outil administratif tout le monde a des avis assez forts sur l'outil. En revanche, sur le fait que la MGP et les habitants de la MGP de la zone urbaine commencent à vivre comme des métropolitains, c'est une réalité. Il pense qu'aujourd'hui, il est important d'avoir une réflexion particulière sur la zone urbaine et estime que le Syndicat a non seulement cette compétence mais aussi que c'est l'un des rares syndicats qui puissent effectuer ce travail. Il ajoute qu'il faut garder des identités communales mais il y a un certain nombre de compétences qui ne sont plus du tout à cette échelle et il faut en prendre conscience, et avancer vers cet enjeu-là. Il rappelle les enjeux de transitions écologiques et de ZFE qui ont été évoqués et indique qu'aujourd'hui il n'y a pas d'outils permettant d'avancer sur ces questions. Pourtant, dit-il, la loi avance très vite et il y a des obligations qui impactent les habitants de manière assez forte. Pour toutes ces raisons, il est très favorable à avancer sur ce sujet. Gennevilliers fait partie des villes dans lesquelles il y a des réflexions depuis longtemps et des échanges avec le Syndicat. Aujourd'hui, la modification proposée permet de commencer à avancer une réflexion, dans un cadre budgétaire et statutaire qui permet de contrôler les souhaits en matière de ce qui peut être fait et de revenir régulièrement devant les élus pour contrôler et valider ce que cela deviendra concrètement. C'est pourquoi il pense qu'il faut poser la première pierre pour avancer. Il faut ouvrir des perspectives pour le prochain mandat et ce sont des sujets qui se traitent sur le long terme, le temps perdu maintenant est un temps qui ne sera jamais récupéré.

Le Président donne ensuite lecture du message transmis par **Samuel Besnard** (Cachan) empêché d'assister au Comité.

« Ne pouvant être parmi vous ce matin, je vous communique par ce biais quelques éléments de réflexion. Les mobilités partagées sont en plein développement. Des projets variés sont expérimentés (le service proposé par le SIPPAREC à Arcueil par exemple) et leur pérennité économique n'est pas assurée. Alors que le territoire à l'intérieur de l'A86 est concerné par la ZFE, la gouvernance de ces outils de mobilité, complémentaires, certes, mais parfois indispensables pour achever un trajet en transport en commun, interroge. Les propositions du Syndicat consistant à proposer une stratégie globale et une gestion mutualisée de ces outils me semble pouvoir améliorer la situation. Des choix seront à faire dans les prochains mois par les collectivités de la Métropole. Il faut organiser le secteur en fonction des besoins. Donc réaliser un diagnostic, en déduire des réponses adaptées et piloter/contrôler leur mise en œuvre. L'option choisie par le Syndicat me semble donc être la bonne.

Par ailleurs, si le Syndicat prend en charge ces nouveaux sujets, il doit être identifié comme compétent. En attendant la définition du nom usuel de la structure, la proposition d'un nom neutre et descriptif comme « Agence métropolitaine des mobilités partagées » me semble faciliter l'identification de notre structure. « Agence » permet d'éviter l'emploi d'une notion administrative que la plupart des gens ne comprennent pas bien.

« Agence », fait aussi écho à la notion de service : une institution au service des communes et de ses membres. « Métropolitaine », c'est notre territoire d'action et « mobilités partagées », ça définit

notre compétence. Pour le nom usuel, je me félicite qu'il soit prévu d'associer les parties prenantes – élus et agents notamment – à la démarche. J'ai confiance en l'intelligence collective pour poursuivre ce travail. »

Le Président donne la parole à Frédéric Sitbon.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) revient sur le message de Samuel Besnard et précise que cela a été discuté pendant la réunion du Bureau et après cette réunion. Lui-même comme beaucoup de VP se sont demandé pourquoi Velib' n'était plus présent dans la dénomination et il rappelle que Velib' n'appartient pas au Syndicat mais à la ville de Paris. Le Syndicat n'est pas Paris uniquement mais Paris et la Métropole.

Thierry Duboc (Villejuif), est favorable aux modifications proposées, notamment sur l'accompagnement des collectivités et l'attribution des deux pouvoirs afin de faciliter l'atteinte du quorum. En revanche, il a une grosse réticence sur le changement de nom, il comprend que Velib' ne soit plus affiché. Mais c'est plutôt le changement de nom deux fois en six mois, adopter un nom un peu compliqué et conceptuel et ensuite organiser un groupe de travail dans six mois pour définir le nouveau nom du Syndicat qui l'interpelle.

Le Président précise que l'idée est d'avoir une version développée qui permet de donner l'idée de l'activité et ensuite avoir la réflexion sur un nom plus court et signifiant qui s'ajoutera au nom complet.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) revient sur la modification de l'article 2-1 portant sur la définition du socle commun et notamment les missions de coopération ou de coordination. « Les affaires présentant un intérêt commun de tous les membres, notamment en matière d'études relatives aux mobilités partagées, lorsque ces dernières concernent au moins deux membres » Il demande si cela veut dire que si ça doit concerner au moins deux membres pour être considéré comme présentant un intérêt commun à tous les membres ? Et ensuite « les missions de coopération et de coordination », cela signifie-t-il de coopération ou coordination internes ou avec d'autres institutions ?

Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, répond que ce qui est écrit est ce que prévoit le CGCT. C'est, dit-il, l'ensemble des possibilités que permet le CGCT dans le champ limité à la mobilité partagée.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) revient sur le fait qu'il faille au moins deux membres pour être considéré comme présentant un intérêt commun car, dit-il, un certain nombre d'interventions à ce comité émanaient de représentants de communes qui disaient qu'ils aimeraient bien que le Syndicat les aide. Il suppose que c'est dans le but d'éviter de se retrouver en concurrence avec des consultants privés. Il y a beaucoup de consultants privés en matière de transports, il n'est pas sûr que le Syndicat soit meilleur qu'eux car le Syndicat a raté Autolib' et il a failli rater Velib'.

La seconde remarque concerne le nouveau nom, il informe l'avoir déjà dit en réunion du Bureau sans être entendu sinon compris d'après lui. Il n'est pas favorable au nom agence car la structure reste un Syndicat et trouve épatant qu'un syndicat soit nommé agence.

Il indique qu'il a un réel problème avec le terme « agence métropolitaine » car ce n'est pas un Syndicat métropolitain mais un syndicat qui regroupe des collectivités territoriales et des établissements intercommunaux. Agence métropolitaine donne l'impression que c'est une émanation de la Métropole. Selon lui, il y a un problème juridique par rapport à cette appellation qui n'est pas adaptée et renforce l'inquiétude qu'il a de voir le Syndicat se transformer en instrument de l'emprise de la Métropole sur un maximum de compétences. Il souhaite changer d'appellation.

Enfin, sur le terme « mobilité partagée » il estime que l'on ne partage pas des mobilités mais des véhicules. Mobilité partagée signifie transport en commun alors que ce dont veut s'occuper le Syndicat c'est l'utilisation partagée dans le temps de véhicules individuels.

Concernant Agence métropolitaine il estime que c'est un vrai sujet politique. Il propose Agence du Grand Paris ou Agence des mobilités partagées du Grand Paris par exemple.

Il termine sur le passage aux deux pouvoirs qui est une commodité et serait d'avis d'inscrire dans les statuts que quand la ville de Paris décide de quelque chose, le Syndicat suit.

Le Président répond que des syndicats qui s'appellent agence ça existe, et cite notamment l'Agence Métropolitaine des déchets ménagers appeler également le SYCTOM, qui est un syndicat. Concernant les propos disant que c'est la ville de Paris qui décide dans le Syndicat, il précise que depuis le début de son mandat en octobre 2020, il s'est employé à faire en sorte que les décisions soient prises autant que possible à l'unanimité ou très proche de l'unanimité. Il pense avoir réussi, y compris pour les décisions qui ont animé sur un plan politique, à savoir qui de l'utilisateur ou du contribuable allait payer l'augmentation des coûts de Velib' pour le Syndicat. Tout le monde s'est accordé sur cette réponse : les deux. Il trouve la critique de Monsieur Galey parfaitement injuste.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 28 au vote

Contre :	16,875 voix 1 élu de GPSO
Abstention :	69 voix Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort, Saint-Mandé, Suresnes
Pour :	2 563,005 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE les statuts du Syndicat Mixte tels qu'annexés à la présente délibération ;

Article 2 : CHARGE Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

2024 29 - Adhésion de la Ville de Rungis à l'option Velib'

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret explique que le conseil municipal de la commune de Rungis, par délibération du 11 octobre 2024, a décidé d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'

La commune de Rungis compte environ 6000 habitants et présente l'avantage de compléter et de renforcer le maillage du service dans le département du Val-de-Marne avec les communes limitrophes de Thiais et de Chevilly-Larue.

La commune souhaite déployer un service public de vélos en libre-service afin de poursuivre le déploiement du Plan vélo 2023-2026.

De plus, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur cyclable de la ville, ce service a été plébiscité par les habitants, via l'enquête du diagnostic territorial réalisé.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 29 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune de Rungis à l'option Velib'.

Article 2 : APPROUVE le transfert de compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Rungis afin d'assurer une continuité de service public et de permettre le maillage du service public Velib' dans le département du Val de Marne.

2024 30 - Adhésion de la Ville d'Orly au socle commun du Syndicat Mixte; transfert de la compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib'.

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur Général, explique que le conseil municipal de la commune d'Orly par délibération du 7 novembre 2024 a décidé, d'adhérer au socle commun du Syndicat, de transférer la compétence de location de vélos en libre-service et d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'.

La commune d'Orly compte environ 24 500 habitants et présente l'avantage de compléter et de renforcer le maillage du service dans le département du Val-de-Marne avec les communes limitrophes de Chevilly-Larue, Thiais et Choisy-le-Roi. De plus, à travers son plan mobilité durable, la ville prévoit de créer des aménagements en faveur de la pratique du vélo et de développer des services.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 30 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la commune d'Orly au socle commun du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole.

Article 2 : APPROUVE le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune d'Orly au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

Article 3 : APPROUVE l'adhésion de la commune d'Orly à l'option Velib'.

2024 31 – Création d'emplois non permanents

Le Président donne la parole à Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique que pour anticiper les besoins de renforts de personnel pour 2025, il est proposé de créer 2 emplois non permanents de contrôleurs de stations, catégorie C, à la direction technique, au grade d'adjoint administratif ou d'adjoint technique.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence soumet la délibération 2024 31 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : DECIDE la création, à partir du 1^{er} janvier 2025, de deux emplois non permanents de contrôleur de stations à temps complet, à la direction technique, au grade d'adjoint technique ou d'adjoint administratif, catégorie C, pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et pour une durée hebdomadaire de service de 37h30.

Ces emplois non permanents seront occupés par des agents contractuels recrutés par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois pendant une même période de 18 mois.

Article 2 : DIT que la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement comprise entre l'IB 367 et 432 ;

Article 3 : AUTORISE le Président à signer les contrats nécessaires.

Article 4 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2024 32 – Recours au bénévolat

Le Président donne la parole à Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique que Le Syndicat est amené à organiser des événements ayant pour thématique les mobilités partagées.

Les intervenants bénévoles qui seront sollicités pour la réalisation de ces événements seront des agents des fonctions publiques d'État et territoriale, des professionnels du secteur privé ou encore des représentants du monde associatif.

Il est donc proposé de pouvoir recourir à des bénévoles et de leur rembourser sur présentation de justificatifs certains frais qu'ils auront réellement engagés tels que :

- Les frais de transport : seconde classe pour les billets de train ; classe économique pour
- Les billets d'avion si aucun autre moyen de transport n'est possible
- Les frais kilométriques pour les voitures selon le barème applicable en 2024
- Les justificatifs de péages
- Les frais de repas à hauteur de 20 € par repas

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 32 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : ACCEPTE le recours à des collaborateurs bénévoles lors de l'organisation d'événements sur les mobilités partagées ;

Article 2 : APPROUVE le modèle de convention type annexée à la présente délibération qui précise les conditions et les modalités de la collaboration bénévole et autorise le Président à signer ces conventions ;

Article 3 : FIXE sur présentation de justificatifs le remboursement des frais engagés par le bénévole selon les modalités suivantes :

Frais de transport : seconde classe pour les billets de train ; classe économique pour les billets d'avion si aucun autre moyen de transport n'est possible

Frais kilométriques pour les voitures selon le barème applicable en 2024

Puissance administrative (en CV)	Distance (d) jusqu'à 5 000 km	Distance (d) de 5 001 km à 20 000 km	Distance (d) au-delà de 20 000 km
3 CV et moins	$d \times 0,529$	$(d \times 0,316) + 1\,065$	$d \times 0,370$
4 CV	$d \times 0,606$	$(d \times 0,340) + 1\,330$	$d \times 0,407$
5 CV	$d \times 0,636$	$(d \times 0,357) + 1\,395$	$d \times 0,427$
6 CV	$d \times 0,665$	$(d \times 0,374) + 1\,457$	$d \times 0,447$
7 CV et plus	$d \times 0,697$	$(d \times 0,394) + 1\,515$	$d \times 0,470$

- Justificatifs de péages
- Frais de repas à hauteur de 20 € par repas

Article 3: AUTORISE le Président à effectuer les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 33 - Décision modificative n°1 du Budget annexe Velib' 2024

Le Président rappelle que cette délibération vient de recueillir un avis favorable unanime du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation et qu'il faut maintenant l'approuver.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 33 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses d'ordre de fonctionnement 63,39 € correspondant aux amortissements des immobilisations acquises fin 2023 non prises en charge lors du passage à la nomenclature comptable M57 et de réduire le chapitre 011 de 63,39 €.

Article 2 : DÉCIDE d'inscrire en recette d'ordre d'investissement 63,39 € correspondant aux amortissements des immobilisations acquises fin 2023 non prises en charge lors du passage à la nomenclature comptable M57.

Article 3 : APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°1 du budget annexe 2024 arrêtée comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
042	6811		63,39 €		
011	611	63,39 €			
040	281838				63,39 €
Total		63,39 €	63,39 €		63,39 €

2024 34 - Décision modificative n°2 du Budget principal 2024

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable finances, explique que la décision modificative n° 2 du budget principal 2024 vise à la fois à procéder à la modification des inscriptions budgétaires nécessaires à la prise en compte des amortissements d'immobilisations acquises fin 2023 non prises en charge lors du passage à la nomenclature comptable M57 et à faire un virement de crédit du chapitre 011 au chapitre 012.

Il convient en conséquence d'intégrer 677,94 € en dépenses et recettes d'ordre, de diminuer le chapitre 011 d'autant et de transférer 7 700 € du chapitre 011 au chapitre 012.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention soumet la délibération 2024-34 au vote.

Pour 2 579,88 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses d'ordre de fonctionnement 677,94 € correspondant aux amortissements des immobilisations acquises fin 2023 non prises en charge lors du passage à la nomenclature comptable M57 et de réduire le chapitre 011 de 677,94 €.

Article 2: DÉCIDE d'inscrire en recette d'ordre d'investissement 677,94 € correspondant aux amortissements des immobilisations acquises fin 2023 non prises en charge lors du passage à la nomenclature comptable M57.

Article 3: DÉCIDE de procéder à un virement de crédit du chapitre 011 au chapitre 012 de 7 700 €.

Article 4: APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°2 du budget principal 2024 arrêtée comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
042	6811		677,94 €		
040	281838				677,94 €
011	611	677,94 €			
011	62268	7 700,00 €			
012	6475		7 700,00 €		
Total		8 377,94 €	8 377,94 €		677,94 €

2024 35 - Rendu compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2024 35.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 14 novembre 2024 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Divers :

3.1 - Point sur la qualité du service de Velib' Métropole

Le Président donne la parole à Thierry Pereira.

Thierry Pereira, Directeur Technique, présente la qualité du service Velib' au moyen des diapositives diffusées sur écran.

Luc Mauvarin (GPSO) remercie Thierry Pereira pour le point service Velib' et ajoute qu'il souhaiterait voir dans ces points service les points sécurité autour des bornes. Il demande s'il y a une analyse des accidents autour des bornes et rappelle qu'à Boulogne, il y a 2 ans, un jeune est décédé en se faisant renverser en sortant d'une borne.

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique qu'il n'y a pas de remontée automatique des accidents autour des stations car il faut que cela soit signalé par la personne auprès de Smovengo ou du Syndicat. Il ajoute que le Syndicat est toujours en relation avec le père de la victime. Il termine en disant que la prévention est une préoccupation permanente du Syndicat, et sur les gardes boues des Velib' sont affichées les bonnes pratiques à suivre.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) ne souhaite pas que la future génération puisse lui reprocher de ne pas avoir saisi l'occasion d'être avant-gardiste sur une autorité qui puisse gérer les mobilités en règle générale.

Concernant la question de la sécurité, il explique qu'étant machiniste, il est tout le temps sur la route. Il estime qu'un travail est à faire sur les premières stations installées. Une délimitation visuelle comme un marquage au sol permettrait de visualiser l'approche des stations Velib'.

Jacques Paris (Ile-Saint-Denis) indique que les agents techniques de la commune lui ont fait part qu'ils avaient de plus en plus de travail pour récupérer les vélos abandonnés et qu'ils avaient du mal à trouver des interlocuteurs pour savoir quoi en faire.

Le Président répond que le Syndicat a été beaucoup sollicité concernant les vélos abandonnés. Il précise que plusieurs circulaires ont été transmises sur ce qu'il fallait faire lorsqu'un vélo abandonné était trouvé. De plus, des autocollants sont apposés sur les vélos indiquant le numéro de téléphone pour signaler un vélo abandonné.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) complète que 90 % des Velib' ont le numéro de téléphone et pour les 10% restants qui ne l'ont pas, il y a un QR code sur la fourche.

Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes) explique qu'à Suresnes, il y a eu beaucoup de soucis avec les stations Velib' qui ne sont pas utilisées ou pas utilisables car elles ne sont pas connectées.

Thierry Pereira, Directeur technique, répond que normalement, le problème est résolu. Il y a eu des difficultés d'Enedis pour brancher la station à laquelle fait référence M. Perrin-Bidan mais qu'elle est maintenant raccordée et fonctionnelle depuis environ deux semaines.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) insiste sur le fait qu'à Vitry-sur-Seine, plusieurs stations sont en indisponibilité, notamment pour rendre les vélos. Il y a eu plusieurs plaintes de la part des usagers. Il informe qu'un courrier de la part de la municipalité sera envoyé au Syndicat.

Thierry Pereira, Directeur technique, explique que l'une des deux stations en indisponibilité sur ce territoire est fermée en raison d'un accident de circulation qui a entraîné une dégradation du totem. Depuis presque un an, le Syndicat attend une intervention de la part des services d'Enedis pour corriger leur point de livraison. Il précise que les services de Vitry-sur-Seine sont au courant et que le Syndicat relance toutes les semaines l'entreprise Enedis.
La seconde station fermée relève également d'Enedis.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h20.

Le Secrétaire,



Frédéric Sitbon

Le Président,



Sylvain Raifaud